Explorer d'autres chemins

C'est dès 2007 que s'est déclenchée la « crise systémique » avec le début d'explosion de la bulle spéculative des crédits hypothécaires titrisés aux États-Unis ; les fameux subprimes.

Une crise toujours pas surmontée

Il nous a semblé important de consacrer notre dossier de Silomag à cette question afin de mieux comprendre pourquoi, dix ans plus tard, la crise n'est pas surmontée. Par les éléments d'information et d'analyse qu'ils vont présenter, les textes qui composent ce numéro contribueront – nous n'en doutons pas – à favoriser l'information, la réflexion, mais aussi la mobilisation indispensable contre les politiques néo-libérales qui nous enfoncent dans les difficultés. Après la séquence électorale que nous avons vécue en France, il ne fait aucun doute que le sujet sera d'une actualité forte et que la mise en avant de politiques économiques et de mesures alternatives deviendra plus nécessaire que jamais.

Le constat est sans appel. Aucune des politiques « orthodoxes » conduites dans les différents pays n'a pu apporter de remède efficace à la crise. Pire encore, dans les années 2009/2010 avec le sauvetage des

banques, la récession économique et l'explosion du chômage, la dette privée spéculative s'est massivement transformée en dette des finances publiques. Depuis, notamment en Europe sur la base des dogmes maastrichtiens, une série d'États ont mis en œuvre des politiques d'austérité qui n'ont fait qu'aggraver la situation. Dans certains cas – la Grèce en est l'exemple emblématique –, des organismes technocratiques ne jouissant d'aucune légitimité démocratique (la fameuse troïka) les y ont contraints « le pistolet sur la tempe ». Le résultat s'est avéré particulièrement catastrophique. La Grèce est aujourd'hui plus endettée qu'elle ne l'était il y a cinq ans alors que son peuple est saigné à blanc.

Sur un plan plus général, les politiques de restriction de la demande et de diminution des dépenses publiques ont engendré un chômage massif. Dans cet univers déflationniste les pays émergents qui avaient contribué à faire repartir la machine économique en 2010/2011 ont, eux aussi, été entrainés dans la spirale de ralentissement ou de récession.

La fuite en avant des Banques centrales

L'un des facteurs les plus inquiétants réside dans la fuite en avant des banques centrales pour inonder les marchés de liquidités et soutenir ainsi leur rentabilité. Loin d'avoir contribué au financement de projets utiles et créateurs d'emplois visant à répondre aux besoins sociaux et aux impératifs de la transition écologique, les politiques accommodantes des banques centrales se sont traduites par une création monétaire débridée orientée essentiellement vers les marchés financiers. Elles ont nourri le gonflement de nouvelles bulles spéculatives de plus en plus dangereuses.

Plus encore qu'il y a dix ans, nous subissons les effets d'un capitalisme financiarisé exigeant des taux de rentabilité élevés qui exercent une pression catastrophique sur les salaires, les dépenses publiques, les investissements utiles. Cette situation va à l'encontre de la satisfaction des besoins du plus grand nombre. Elle pèse sur la demande et étouffe l'activité. Elle entretient une guerre économique de tous les instants. Chômage, pauvreté, inégalités, régression des droits sociaux, délabrement des services publics en sont les conséquences.

Mais la crise ne se limite pas à la sphère économique. Elle est globale. Elle impacte, en effet, les différentes dimensions de l'activité humaine. La crise écologique ne peut être séparée des modes de production et de consommation fondés sur une logique de marchandisation galopante. La décision de D. Trump de ne pas ratifier les accords de Paris sur le climat est en phase avec l'action des lobbies américains de l'énergie.

La crise est également morale. La marchandisation s'est étendue à tant de domaines que seul ce qui rapporte a vraiment droit de cité dans les processus de décision. Les valeurs de solidarité ou d'abnégation doivent faire l'objet de luttes toujours difficiles et pas toujours victorieuses pour se frayer un chemin.

Pour des raisons similaires, la crise est culturelle. Depuis des décennies, une conception utilitariste et marchande de la culture prédomine. C'est le règne des blockbusters au détriment de la création. Dans ce monde dangereux et belliciste, la culture est enrôlée sous la bannière du choc des civilisations. Quel gâchis alors qu'elle constitue un des leviers majeurs du rapprochement des peuples !

Enfin comment ne pas évoquer la crise de la politique qui sévit en Europe comme dans de nombreuses régions du monde. L'incapacité des gouvernants à vaincre le marasme social et la désespérance a installé un climat de populisme dangereux. Les manifestations de ces phénomènes ne manquent pas comme en témoignent l'élection de D. Trump, le Brexit, la présence de gouvernements d'extrême-droite comme en Hongrie ou en Pologne ou encore la séquence électorale que nous venons de vivre en France.. Par bien des aspects, le terrorisme djihadiste est une version particulièrement catastrophique de cette même réalité.

L'urgence d'emprunter d'autres chemins

Ces dix ans de crise montrent la nécessité et l'urgence d'emprunter des voies différentes dans les politiques conduites. De la rupture indispensable avec la domination de la finance à la révolution du commun en passant par le développement et la transformation de la régulation bancaire, la reprise du pouvoir sur l'argent, la réorientation des politiques économiques et sociales ou encore la transition écologique, les pistes présentées dans notre Silomag sont nombreuses. Les concrétiser est indispensable si l'on veut que les peuples retrouvent espoir et confiance dans l'avenir.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Alain Obadia, « Explorer d'autres chemins », *Silomag*, n° 3, juillet 2017. URL: https://silogora.org/explorer-dautres-chemins/